

La Coordination rurale demande le soutien du Pape François

© 23/10/2017 | 👤 Arnaud Carpon • 📰 Terre-net Média

Dans une lettre ouverte, Bernard Lannes, président de la Coordination rurale, demande au Pape François son soutien pour défendre « l'exception agricole » à l'OMC que le syndicat « réclame depuis 1993 ».

Au nom de tous **les agriculteurs de la Coordination rurale**, Bernard Lannes, le président du syndicat, a adressé au **Pape François** une lettre ouverte pour lui demander de les soutenir dans leur revendication d'**exclure l'agriculture des règles de l'OMC**. « Nous nous en remettons à votre Sainteté pour faire entendre au monde son appel pour la reconnaissance internationale de l'exception agricole. »

« La Coordination Rurale demande depuis 1993 l'instauration d'une exception agricole placée sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies (ONU) à l'image de l'exception culturelle défendue avec succès par les gouvernements successifs, passant notamment par la sortie de l'agriculture de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). A l'opposé de ce que prône l'OMC, l'exigence de cette exception agricole permettrait à chaque État ou groupe d'États de protéger ses marchés pour organiser souverainement sa propre politique agricole et assurer la nourriture de sa population tout en permettant des échanges de produits basés sur l'équité et les intérêts réciproques. »

« Il s'agit donc de rejeter les règles internationales absurdes de l'OMC imposant les échanges sous prétexte du respect de la libre concurrence, prétendue source de croissance et de progrès en vertu de la théorie de Ricardo dite des avantages comparatifs et périmée depuis longtemps », écrit-il. « D'ailleurs, en 2014, le président-fondateur du Forum économique mondial de Davos, Klaus Schwab, a lui-même reconnu que la situation actuelle est le résultat d'un échec collectif face à la façon de gérer les conséquences de la mondialisation. Un échec qui s'est construit pas à pas au cours des dizaines d'années qui viennent de s'écouler ».

« Face à ce constat et à l'accentuation criante et inadmissible des écarts de richesse et de bien-être entre les mieux lotis et les plus pauvres, nos dirigeants poursuivent leurs démarches vers des accords bilatéraux au mépris des conséquences néfastes et prévisibles pour les paysans du monde dont les plus pauvres sont aussi ceux qui périssent de faim et de misère. (...) Il est donc bien d'une urgence vitale de faire entendre aux gouvernants que toutes les agricultures doivent être maintenant libérées des contraintes politiques et commerciales extérieures car elles nourrissent les êtres humains et détiennent mondialement les principales clés du bien-être social, du développement économique, de l'emploi, des migrations et donc d'une situation politique planétaire apaisée. »

La Coordination rurale s'est félicitée des propos du chef de l'Église catholique tenus lors la journée mondiale de l'alimentation, le 16 octobre dernier, au siège de la FAO. « Aimer signifie contribuer à ce que chaque pays augmente la production et arrive à une autosuffisance alimentaire. Aimer se traduit en pensant à de nouveaux modèles de développement et de consommation, et en adoptant des politiques qui n'aggravent pas la situation des peuples moins avancés ou leur dépendance extérieure ». « Nous tenons à dire à votre Sainteté notre reconnaissance pour ses paroles pleines de bon sens et pour son analyse géopolitique. Nous aussi revendiquons le droit des peuples à la souveraineté alimentaire qui passe par celui de mener leur propre politique agricole », explique Bernard Lannes.

A lire aussi >> [Journée mondiale de l'alimentation - La CR rappelle la « nécessité d'une exception agricole » à l'OMC](#)